



En Europe, mobilisons-nous ensemble pour l'emploi scientifique

Le SNTRS-CGT salue les mobilisations des personnels de la recherche scientifique en Espagne, en Italie, au Portugal, en Grèce, qui s'élèvent contre les mesures d'austérité désastreuses pour la science, appliquées partout en Europe.

À la suite de la stratégie de Lisbonne élaborée en 2000, les États-membres de l'Union européenne ont engagé des réformes visant à créer « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde ». Pour atteindre ce but, les gouvernements procèdent à des réductions drastiques des dépenses publiques et obligent les laboratoires à transférer immédiatement leurs résultats aux entreprises pour accroître leurs profits. La recherche publique s'éloigne ainsi de sa mission première, la quête de la connaissance et le développement de la société. Elle se met au service des « marchés ». Pour les travailleurs scientifiques, cet asservissement a comme conséquence une forte augmentation de la précarité et une course pour obtenir des contrats de financement, ce qui déstabilise les laboratoires.

Ces réductions drastiques des financements touchent plus particulièrement les pays du sud européen, où l'austérité est renforcée. La recherche, comme tous les services publics, y sont menacés. L'objectif de 3% du PIB consacré à la recherche (académique et privée) ne pourra jamais être atteint si cette politique d'austérité se poursuit. Les gouvernements sont bien plus soucieux de respecter un autre 3%, celui de leur déficit « autorisé » par une Commission-gendarme de l'orthodoxie néolibérale, que de donner à la recherche les moyens lui permettant de jouer son rôle économique, industriel, culturel.

En France, l'ensemble des membres du Comité national de la recherche scientifique (la plus haute instance représentative d'évaluation et de prospective scientifiques) réunis en juin dernier ont protesté contre la grande insuffisance des financements et la situation désastreuse de l'emploi scientifique. Ils ont exigé un plan pluriannuel ambitieux de recrutements statutaires. Sans nouveaux recrutements, il n'existe aucune perspective de stabilisation des très nombreux collègues précaires. La généralisation de la recherche sur contrats génère encore plus de précarité et compromet l'avenir des jeunes, qui se découragent et se détournent des études.

Sur le plan international, cette politique favorise la mise en concurrence des scientifiques, au détriment de la coopération équilibrée et pacifique. Elle génère du dumping social : le travailleur scientifique devient un « produit à vendre », un « cerveau » dont il faut tirer profit. L'expatriation des jeunes diplômés ne sera jamais un facteur de développement.

Comme nos collègues en Espagne, en Italie, au Portugal, en Grèce, nous luttons pour des recrutements statutaires. Nous affirmons qu'une recherche de qualité ne peut reposer sur le travail précarisé. Nous exigeons l'arrêt des politiques d'austérité qui anémie la recherche. Il est grand temps de coordonner nos forces en Europe pour faire plier nos gouvernements. L'argent existe. Nous voulons imposer d'autres choix politiques.

En France, le SNTRS-CGT appelle à la tenue d'assemblées générales pour organiser des initiatives de lutte contre la politique de rigueur du gouvernement. Ces actions pourront se tenir pendant la fête de la science à partir du 27 septembre, période où se décide le budget 2015. Elles peuvent s'appuyer sur l'initiative « Sciences en marche » qui doit rendre visible l'enseignement supérieur et la recherche dans les médias et dans le public.

Villejuif, le 19.09.2014